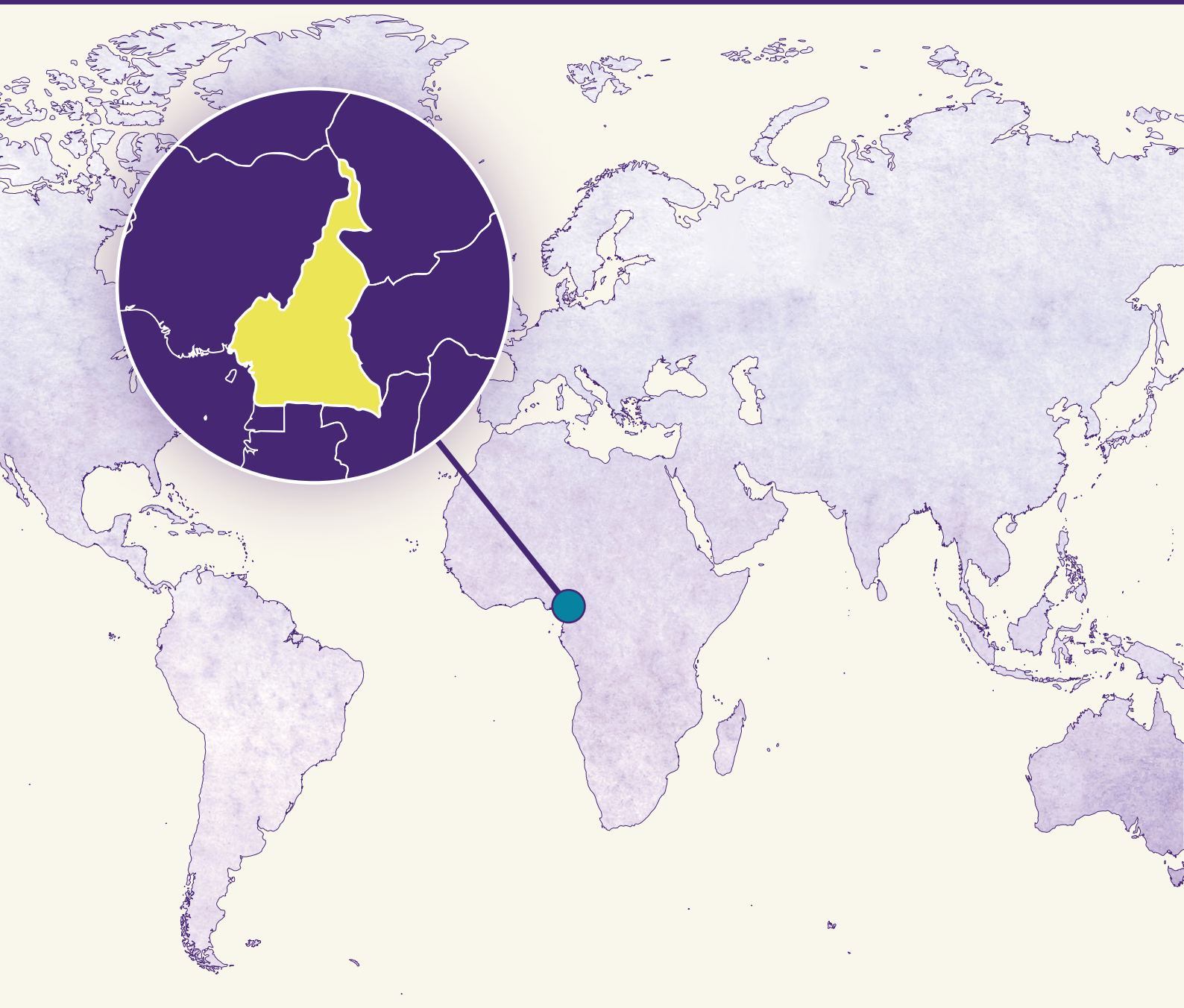
CAMEROUN

La violence contre les services de soins de santé en temps de conflit

2025



SAFEGUARDING HEALTH IN CONFLICT

Insecurity Insight
Data on People in Danger

Cameroun



INCIDENTS SIGNALÉS ET PRÉOCCUPATIONS LES PLUS FRÉQUENTES		
INCIDENTS SIGNALÉS	AGENTS DE SANTÉ ENLEVÉS	AGENTS DE SANTÉ ARRÊTÉS
2025		
30	18	9
2024		
48	19	21
2023		
34	6	7

Source: Insecurity Insight pour le SHCC

APERÇU

À partir des données recueillies par Insecurity Insight, la Safeguarding Health in Conflict Coalition (SHCC) a recensé 30 incidents de violence ou d'entrave aux soins de santé au Cameroun en 2025, contre 48 en 2024 et 34 en 2023. Parmi les incidents signalés en 2025, 18 agents de santé ont été enlevés et neuf arrêtés.

Le nombre réel d'incidents et la gravité du problème sont probablement plus importants, car les attaques contre les soins de santé n'ont peut-être pas été signalées dans certaines localités et les fermetures de services liées au conflit n'ont peut-être pas été prises en compte dans les données, tandis que les coupes budgétaires de l'Agence des États-Unis pour le développement international (USAID) ont encore réduit la présence des prestataires de soins de santé et le fonctionnement des établissements de santé.

Méthodologie et sources
Les informations sur les incidents de violence contre les soins de santé au Cameroun sont compilées à partir de sources ouvertes, des mécanismes de partage de données des agences d'aide et de projets d'information. Les données sont mises à jour en continu et les chiffres peuvent évoluer si de nouvelles informations sont rendues publiques. Pour les derniers chiffres disponibles, consultez la carte mondiale d'Insecurity Insight sur les attaques contre les soins de santé. Voir la section Méthodologie pour plus d'informations.

Cameroun



CONTEXTE

Des conflits armés non internationaux prolongés se sont poursuivis au Cameroun en 2025 entre les Forces armées camerounaises (CAF) et des groupes armés non étatiques. Parmi ceux-ci figuraient les séparatistes ambazoniens dans les régions anglophones du Nord-Ouest et du Sud-Ouest, ainsi que Boko Haram et la Province d'Afrique de l'Ouest de l'État islamique (ISWAP) dans la région de l'Extrême-Nord, des hostilités ayant été signalées dans ces zones. Des membres du groupe séparatiste anglophone Bui Unity Warriors ont été impliqués dans des combats avec les forces de l'État dans le département de Bui, dans le Nord-Ouest, au cours de l'année 2025.

À la suite de l'élection présidentielle d'octobre, dont les résultats officiels ont déclaré vainqueur le président sortant Paul Biya malgré les revendications de l'opposition quant à sa défaite, les forces de sécurité ont répondu aux manifestations menées par l'opposition par la force meurtrière et des arrestations massives, ce qui a entraîné des décès de civils et des détentions signalés dans plusieurs régions du pays.

Le Cameroun a continué de faire face à trois crises humanitaires qui se chevauchent en 2025 : le conflit du bassin du lac Tchad, la crise anglophone dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest, et la présence de réfugiés en provenance de la République centrafricaine et du Nigeria. Malgré une légère diminution, des millions de personnes avaient toujours un besoin urgent d'aide : au début de l'année 2025, 3,3 millions de personnes avaient besoin d'une aide vitale, dont près de 2,5 millions étaient confrontées à une insécurité alimentaire aiguë. En décembre, 2,9 millions de personnes avaient encore besoin d'aide, dont 1,8 million bénéficiaient d'une aide ciblée. Les déplacements de population se sont intensifiés dans certaines parties des régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest pendant les périodes d'affrontements et de confinement, au cours desquelles des milliers de personnes auraient fui en raison de l'insécurité.

Le gel des financements de l'USAID a perturbé les programmes humanitaires et sanitaires au Cameroun. Les coupes budgétaires dans l'Initiative présidentielle contre le paludisme, financée par les États-Unis, ont entraîné une diminution des approvisionnements en médicaments antipaludiques essentiels dans la région de l'Extrême-Nord, où la mortalité liée au paludisme avait auparavant baissé de près de 60 % entre 2017 et 2024. La suspension du soutien de l'USAID a également conduit à l'arrêt ou à la réduction des programmes dans les domaines de l'éducation, des moyens de subsistance, de la consolidation de la paix et de l'aide humanitaire dans le bassin du lac Tchad. Les coupes budgétaires ont également perturbé les services liés au VIH, notamment le dépistage et la fourniture d'antirétroviraux pédiatriques, suscitant des inquiétudes quant à une augmentation des taux de transmission du VIH et à une réduction de l'accès aux soins.

L'accès humanitaire dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest est resté restreint. Les groupes armés non étatiques ont continué à imposer des « journées villes fantômes » le lundi et à décréter des confinements répétés pendant lesquels les activités humanitaires étaient suspendues. La faiblesse des systèmes de santé, l'accès limité à des soins de qualité et les épidémies récurrentes de maladies telles que le choléra et la rougeole ont continué à peser sur les interventions sanitaires, en particulier dans les communautés isolées et mal desservies touchées par les déplacements de population et les chocs liés au climat. Les coupes dans l'aide internationale en 2025 ont mis à rude épreuve la capacité de réponse humanitaire, exerçant une pression supplémentaire sur les services de santé et de protection.

Cameroun



VIOLENCES CONTRE LES SOINS DE SANTÉ OU ENTRAVES À LEUR PRESTATION EN 2025

En 2025, des incidents de violence à l'encontre des soins de santé ou d'entrave à leur prestation ont été signalés dans trois régions du Cameroun, contre quatre en 2024. Comme les années précédentes, la plupart se sont produits dans les régions anglophones du Nord-Ouest et du Sud-Ouest, où les affrontements armés se sont poursuivis, notamment entre les séparatistes ambazoniens et la CAF, bien que le nombre total de cas dans ces régions ait diminué par rapport à 2024. Les incidents de violence signalés contre des prestataires de soins de santé dans la région de l'Extrême-Nord ont diminué de plus de moitié entre 2024 et 2025, ce qui reflète peut-être la présence réduite de prestataires de soins de santé due en partie aux coupes budgétaires de l'USAID.

La plupart des incidents ont impliqué l'utilisation de fusils. Dans la région de l'Extrême-Nord, l'ISWAP a délibérément incendié un centre de santé lors d'une attaque contre trois villages environnants dans le département de Mayo-Tsanaga, tandis que Boko Haram a incendié un autre centre de santé dans le département de Logone-et-Chari.[1]

Pour la deuxième année consécutive, le nombre d'enlèvements d'agents de santé signalés dans la région du Nord-Ouest a augmenté, les séparatistes ambazoniens et les Bui Unity Warriors étant souvent désignés comme les auteurs. Les forces de gendarmerie des régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest ont continué d'arrêter des agents de santé, les accusant d'avoir des liens avec des groupes d'opposition.

Le pillage de fournitures médicales par Boko Haram, l'ISWAP et d'autres groupes a persisté dans la région de l'Extrême-Nord, bien qu'à un niveau moindre que les années précédentes. Dans certains incidents, la partie au conflit responsable n'a pas été identifiée.

Plus de la moitié des incidents se sont produits dans des établissements de santé, une tendance qui s'inscrit dans la continuité des années précédentes. Les agents de santé ont principalement été victimes d'agressions alors qu'ils se rendaient à leur travail ou en revenaient, chez eux ou dans le cadre d'une activité privée, ce qui souligne à quel point leur vulnérabilité est accrue dans leur vie en dehors du travail au sein de la communauté. La majorité des incidents a touché des prestataires de soins de santé exerçant dans des structures de santé nationales, un incident ayant toutefois concerné une organisation de santé privée.[2]

Régions anglophones du Nord-Ouest et du Sud-Ouest

Au total, 22 incidents de violence ou d'entrave aux soins de santé ont été signalés dans les régions anglophones en 2025, contre 30 en 2024 et 25 en 2023. En 2025, les incidents ont diminué dans les départements de Mezam Sud et de Momo, dans la région du Nord-Ouest, tandis que les cas ont légèrement augmenté à Boyo et à Bui, et se sont poursuivis dans le département de Fako, dans la région du Sud-Ouest.

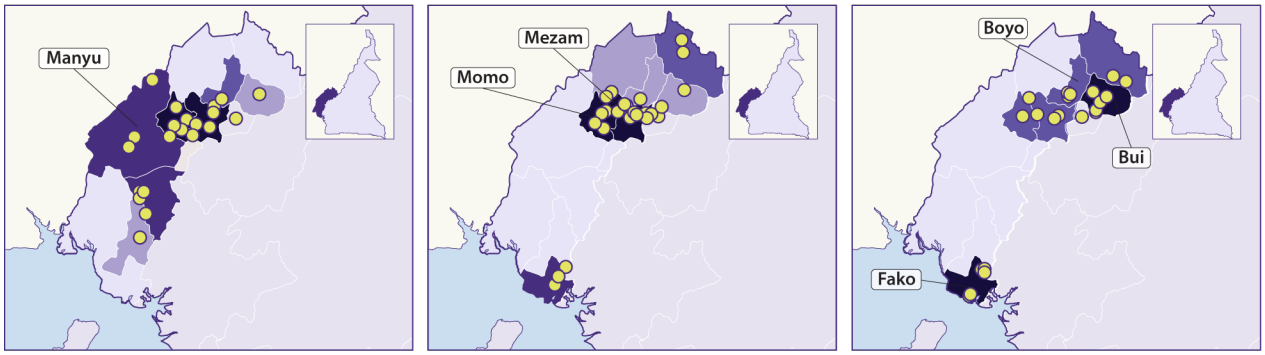
Au moins 16 agents de santé auraient été enlevés lors de neuf incidents dans la région du Nord-Ouest en 2025, contre 16 lors de cinq incidents en 2024 et cinq lors de six incidents en 2023. Les enlèvements d'agents de santé ont été principalement signalés dans les départements de Bui et de Ngoketunjia, marquant un changement par rapport au département de Mezam en 2024. Des séparatistes et des assaillants non identifiés armés de fusils ont enlevé des agents de santé à des postes de contrôle illégaux alors qu'ils se rendaient dans des zones reculées pour prodiguer des soins, ainsi que dans des centres de santé et à leur domicile.

Cameroun



Localisations connues des incidents signalés affectant les soins de santé dans les régions anglophones du Nord-Ouest et du Sud-Ouest, au Cameroun, 2023-2025

En 2025, les incidents ont diminué dans les départements de Mezam Sud et de Momo, dans la région du Nord-Ouest, tandis que les cas ont légèrement augmenté à Boyo et à Bui, et se sont poursuivis dans le département de Fako, dans la région du Sud-Ouest.

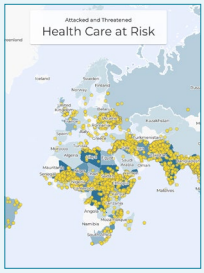


Source: Insecurity Insight pour le SHCC

Certains agents de santé kidnappés ont été libérés après le paiement à leurs ravisseurs de rançons allant de 5 000 à 10 millions de francs CFA (10 000 à 15 000 euros). D'autres agents de santé ont été enlevés et accusés par leurs ravisseurs de collaborer avec les forces opposées.[3] Dans une autre affaire survenue en janvier, un agent de santé a été enlevé à un poste de contrôle par la faction des Bui Unity Warriors sous prétexte d'être enseignant. Il a été libéré quelques heures plus tard à l'issue de négociations.[4] Le sort des autres membres du personnel enlevés n'a pas été consigné.

Entre mai et juin, neuf agents de santé auraient été arrêtés par la police camerounaise lors de six incidents en 2025, contre 19 lors de quatre incidents en 2024 et sept lors de quatre incidents en 2023. Des agents de santé ont été arrêtés dans le département de Fako (Sud-Ouest) et dans les départements de Boyo, Momo et Donga-Mantung (Nord-Ouest) sous l'accusation de collaborer avec les forces d'opposition ou de leur fournir une assistance médicale. La police camerounaise a également fait irruption dans des centres de santé du département de Fako à la recherche de membres des forces d'opposition, perturbant ainsi la prestation des soins.[5]

Dans d'autres cas, des agents de santé auraient été agressés à des points de contrôle ou à leur domicile, souvent sous prétexte qu'ils auraient refusé de soigner des membres de groupes armés ou dans le cadre du paiement de taxes imposées par ces groupes. Des ambulances ont fait l'objet d'extorsions lors de l'application des mesures de confinement imposées par les séparatistes.[6]



Cette fiche d'information s'appuie sur les données relatives aux soins de santé du CMR SHCC pour la période 2023-2025. Téléchargez ces données ici ou sur le Humanitarian Data Exchange (HDX).

Insecurity Insight met à jour ses données en continu et les chiffres peuvent évoluer si de nouvelles informations sont rendues publiques. Pour consulter les derniers chiffres disponibles, voir la carte mondiale d'Insecurity Insight sur les attaques contre les établissements de santé.

Cameroun

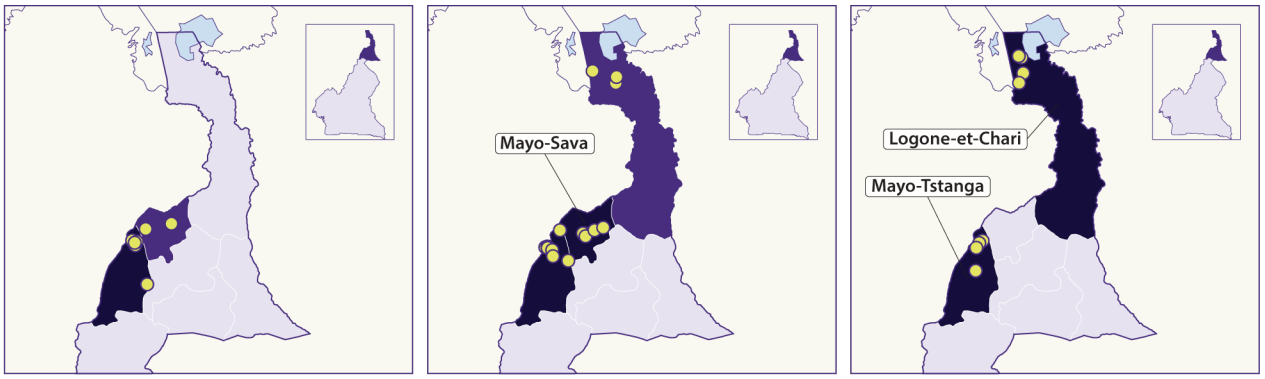


Région de l'Extrême-Nord

Huit incidents de violence ou d'entrave aux soins de santé ont été enregistrés dans la région de l'Extrême-Nord, contre 18 en 2024 et neuf en 2023. Dans l'ensemble, les incidents dans le département de Mayo-Tsanaga ont diminué, même s'ils représentaient encore 50 % de tous les incidents signalés dans la région. Les cas ont également diminué dans le département de Mayo-Sava, passant de cinq en 2024 à zéro en 2025.

Lieux connus des incidents signalés affectant les soins de santé dans la région de l'Extrême-Nord, au Cameroun, 2023-2025

La plupart des incidents concernaient des centres de santé attaqués par des groupes armés équipés de fusils.



Source: Insecurity Insight pour le SHCC

La majorité des incidents concernaient des centres de santé attaqués par des groupes armés équipés de fusils, principalement Boko Haram et l'ISWAP. Des fournitures médicales essentielles, notamment des vaccins, des médicaments et du matériel, ainsi que des panneaux solaires et des matériaux de toiture, figuraient parmi les biens pillés. Des centres de santé ont également été vandalisés ou détruits, des incendies ayant été délibérément allumés lors d'attaques contre des villages. Les attaques contre des établissements de santé se sont souvent accompagnées d'actes de violence plus généraux, notamment des enlèvements et des meurtres de civils, des raids contre le bétail et au moins un meurtre de civil.

Des combattants de l'ISWAP armés de fusils auraient enlevé deux agents de santé et deux enfants à leur domicile après que le groupe se fut retiré de la zone à la suite d'affrontements armés avec les forces camerounaises à un poste de sécurité dans le département de Logone-et-Chari.[7]

L'IMPACT DES ATTAQUES SUR LES SOINS DE SANTÉ

Les violences répétées et l'insécurité dans les régions du Nord-Ouest, du Sud-Ouest et de l'Extrême-Nord ont continué d'affecter le fonctionnement des services de santé en 2025. Les confinements imposés par des groupes armés non étatiques et les restrictions de circulation liées aux affrontements armés ont limité la capacité des agents de santé et des patients à se déplacer pour obtenir des soins et ont perturbé les activités de soins préventifs de routine. L'insécurité, les restrictions de circulation et les difficultés d'accès pendant les périodes de confinement ont contraint les partenaires humanitaires à suspendre ou à adapter leurs opérations sur le terrain, ce qui a entraîné des retards opérationnels et réduit la capacité à mettre en œuvre des activités dans certaines zones, tout en limitant la fourniture d'une assistance médicale.

Cameroun



Les affrontements entre les groupes armés non étatiques et les forces de sécurité de l'État, notamment les embuscades et les attaques à l'aide d'engins explosifs improvisés (EEI), ont fait des victimes parmi la population civile, entraîné des arrestations massives et provoqué de nouveaux déplacements dans plusieurs localités, laissant les populations déplacées avec des abris limités et un accès restreint aux services essentiels, y compris les soins de santé. Les communautés des zones reculées et mal desservies ont continué à rencontrer des difficultés pour accéder aux services de santé essentiels, notamment en raison de la fragilité des infrastructures, des épidémies récurrentes telles que le paludisme et la fièvre jaune, et des déplacements liés aux chocs liés aux conflits et au climat.

Dans un contexte de besoins humanitaires généralisés et d'insécurité alimentaire aiguë, les lacunes du système de santé, le manque de personnel et l'inégalité des services ont entraîné des taux élevés de maladies évitables et de mortalité, en particulier chez les enfants et les femmes enceintes. Les contraintes d'accès humanitaire et l'insécurité affectant à la fois les civils et les prestataires d'aide ont façonné l'environnement opérationnel des soins de santé, limitant les lieux et les modalités de prestation des services.

Dans un contexte de besoins humanitaires généralisés et d'insécurité alimentaire aiguë, les lacunes du système de santé, le manque de personnel et l'inégalité des services ont entraîné des taux élevés de maladies évitables et de mortalité, en particulier chez les enfants et les femmes enceintes.

1 Insecurity Insight. Ensemble de données du rapport 2025 de la Coalition pour la protection de la santé en situation de conflit (SHCC) : Données sur les soins de santé CMR SHCC 2023-2025. Numéros d'incident : 118781 ; 110133.
2 Insecurity Insight. Ensemble de données du rapport 2025 de la Coalition pour la protection de la santé en situation de conflit : données sur les soins de santé CMR SHCC 2023-2025. Numéro d'incident 122257.
3 Insecurity Insight. Ensemble de données du rapport 2025 de la Coalition pour la protection de la santé en situation de conflit : données sur les soins de santé CMR SHCC 2023-2025. Numéros d'incident 122271 ; 122273.
4 Insecurity Insight. Ensemble de données du rapport 2025 de la Coalition pour la protection de la santé en situation de conflit : données sur les soins de santé CMR SHCC 2023-2025. Numéro d'incident 122259.
5 Insecurity Insight. Ensemble de données du rapport 2025 de la Coalition pour la protection de la santé en situation de conflit : données sur les soins de santé CMR SHCC 2023-2025. Numéros d'incident 122262 ; 122268.
6 Insecurity Insight. Ensemble de données du rapport 2025 de la Coalition pour la protection de la santé en situation de conflit : données sur les soins de santé CMR SHCC 2023-2025. Numéro d'incident 118794.
7 Insecurity Insight. Ensemble de données du rapport 2025 de la Coalition pour la protection de la santé en situation de conflit : données sur les soins de santé CMR SHCC 2023-2025. Numéro d'incident 123606.

SAFEGUARDING HEALTH IN CONFLICT

La Coalition pour la protection de la santé en situation de conflit *(Safeguarding Health in Conflict – SHCC)* rassemble plus de 40 organisations non-gouvernementales et a pour objectif de protéger les travailleuses et travailleurs humanitaires ainsi que les services de santé menacés dans les contextes de guerre ou par les troubles civils. Nous sensibilisons le public aux attaques contre les soins de santé au niveau mondial et nous exerçons un plaidoyer auprès des agences des Nations Unies pour qu'elles mettent en place des mesures plus importantes de protection des soins de santé au niveau mondial. Nous surveillons les attaques, renforçons les normes universelles relatives au respect du droit à la santé et nous exigeons que les auteurs de ces actes rendent des comptes. Référence suggérée : Coalition pour la protection de la santé dans les conflits (SHCC), 2026. Les soins de santé en danger : violences contre les soins de santé dans les conflits, mai 2026. https://shcc.pub/YearReview2025FR
www.safeguarding-health.com

La Coalition pour la protection de la santé en situation de conflit
615 N. Wolfe Street, E7143, Baltimore, MD 21205
SHCC administrator, safeguardinghcc@gmail.com